



# Solidarité

VOLUME 26 • NUMÉRO 1 • MAI 2004

UNE PUBLICATION DU CENTRE INTERNATIONAL DE SOLIDARITÉ OUVRIÈRE

## Cuba, la solidarité *Un mode de vie Une réponse au blocus*



*Je souhaite que le premier précepte de notre république soit le culte par les Cubains de la pleine dignité de l'homme.*

*José Martí*

*Rapport de stage du CISO à Cuba en 2004*

## Cuba, la plus grande île des Caraïbes

Nous avons visité les Cubains dans leur milieu de travail, un milieu modeste mis en place dans une révolution d'idées née de la crise des années 90.

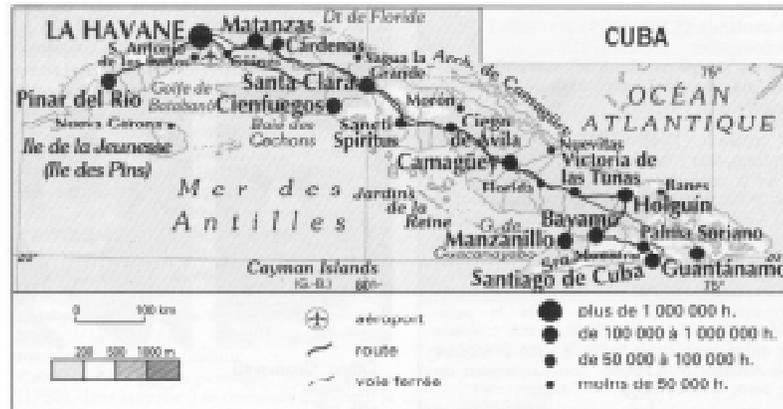
La vie des travailleuses et travailleurs cubains est organisée autour d'un syndicat unique, la Centrale des travailleurs cubains (CTC), tout comme la vie politique gravite autour d'un seul parti, le Parti communiste cubain (PCC). Le sens du mot unique vient de l'union des forces populaires résistant farouchement aux ennemis de toujours dont les États-Unis. Certes, la dissidence existe, mais est peu palpable dans la rue.

Chacune de nos rencontres en milieu de travail débute presque toujours par une mise en situation historique. Pour comprendre les Cubains il faut d'abord comprendre leur histoire nous diront-ils. Mais il faut aussi accepter les contradictions cubaines, elles font partie de leur culture.

« Nous ne voulons pas d'un modèle néolibéralisme du Nord, nous voulons développer notre propre modèle sans sacrifier notre système de santé, d'éducation et notre souveraineté. »

Daniel Desgagné,  
Syndicat de la fonction  
publique du Québec (SFPQ)

AU DELÀ DES STATISTIQUES, AU DELÀ DE L'HISTOIRE, AU DELÀ DES COMPARAISONS, NOUS AIMERIONS QU'APRÈS LA LECTURE DE CE DOCUMENT ÉCRIT PAR LES STAGIAIRES DU CISO VOUS CONNAISSIEZ MIEUX CUBA. DE TOUS TEMPS, L'ÎLE A ÉTÉ CONVOITÉE POUR SA RICHESSE, SA SITUATION GÉOGRAPHIQUE, SON SOLEIL ET ADMIRÉE POUR LA RÉSISTANCE DE SON PEUPLE AUX RACINES ESCLAVAGISTES, ESPAGNOLES, FRANÇAISES, ANGLAISES; UN PEUPLE SOURIANT, AUX RELIGIONS MULTIPLES, ÉPRIS D'UNE LIBERTÉ GAGNÉE DANS LE SANG ET LES PLEURS.



## Histoire de l'emprise des États-Unis sur Cuba

Les États-Unis ont toujours voulu considérer Cuba comme leur possession. Colonie espagnole depuis 1512, Cuba fut brièvement occupée par les Britanniques en 1763, puis restituée à l'Espagne à la suite du Traité de Paris. Les États-Unis tentent trois fois, en 1848, 1854 et 1898, d'acheter l'île aux Espagnols. Ils développent des liens économiques étouffants pour l'île. C'est sous l'occupation militaire étasunienne que l'Espagne accepte l'indépendance de Cuba. La première Constitution cubaine est alors écrite, en 1900, par Leonard Wood, gouverneur étasunien occupant. En 1901, le sénateur étasunien, Orville Platt ajoute un amendement donnant aux États-Unis le droit d'intervenir militairement dans l'île dès qu'ils y verraient un intérêt suffisant. Wood écrit alors à T. Roosevelt, vice-président des États-Unis, que l'amendement Platt permet aux États-Unis d'empêcher toute indépendance de Cuba et de poursuivre leur but de l'annexer, même si cela prend un peu de temps; que le contrôle qu'ils ont sur Cuba les mènera à la posséder et à contrôler tout le commerce du sucre dans le monde; enfin qu'il croit qu'il est très souhaitable que cette île devienne une possession des États-Unis<sup>1</sup>. « Du fait de ce droit d'intervention des Américains, Cuba se retrouva avec une série de gouvernements fantoches, corrompus et dépendants. »<sup>2</sup>

Dans les années 1920, les deux tiers des terres arables et la plupart des mines étaient propriétés étasuniennes. Le 29 mai 1934, le président Franklin D. Roosevelt permet l'abolition de l'amendement Platt, à la même époque qu'il reconnaît le gouvernement soviétique.

C'est seulement en 1959 que Cuba obtient fina-

lement une réelle indépendance économique et politique par rapport aux États-Unis, grâce à la révolution qui fait fuir Batista de Cuba et retire au « grand frère étasunien » son influence dominante.

La réforme agraire choque plusieurs compagnies étasuniennes. Dès le 10 mars 1959, bien avant toute nationalisation, l'Agence du Conseil de sécurité des États-Unis inscrit comme préoccupation de « s'assurer de donner le pouvoir à un autre gouvernement à Cuba ».

Après les nationalisations d'entreprises par Cuba, le quota d'importation de sucre cubain est réduit par Eisenhower en juillet 1960. C'est l'escalade des mesures étasuniennes : au cours de l'année 1960, la CIA organise plusieurs opérations pour assassiner Castro ou le renverser. Elle commandite l'invasion de la baie des Cochons mais l'opération se conclut par la victoire totale des Cubains.

C'est à la suite de cette victoire cubaine, en juin 1961, que les États-Unis décident d'un blocus total contre Cuba, le 3 février 1962, le président Kennedy proclame l'interdiction de tout achat dans l'île de Cuba.

Hughes St-Pierre,  
Fédération des enseignantes et enseignants de Cégep  
(FEC) (CSQ)

<sup>1</sup> Extrait de la lettre de Wood rapporté par Manuel Montero de la CTC dans son texte *Blocus économique, financier et commercial depuis 43 ans par les États-Unis*.

<sup>2</sup> Stanley, David; « Présentation de Cuba - Histoire », « Cuba », Ed. Lonely Planet, Paris, France, 2000, p. 20.

## *Blocus étasunien : déni d'autonomie de Cuba*

- LE BLOCUS ÉTAIT UNE STRATÉGIE DE GUERRE TRÈS UTILISÉE AU MOYEN-ÂGE. LES ÉTATS-UNIS,
- AUJOURD'HUI, EN USENT CONTRE CUBA DEPUIS QUARANTE-TROIS ANS ! CETTE SUPERPUISSANCE AT-
- TTAQUE CUBA, SURTOUT, PAR DES MESURES ÉCONOMIQUES; MAIS, ELLE SOUTIENT AUSSI DES GROUPES
- UTILISANT DES MOYENS DE SUBVERSION POUVANT ALLER JUSQU'À L'ATTAQUE TERRORISTE. FAUT-IL
- S'ÉTONNER QUE CUBA PRENNE DES MESURES D'ÉTAT DE GUERRE ET LIMITE LES LIBERTÉS ?

### *Le blocus ininterrompu depuis 1961*

L'intensité du blocus a varié à travers les années. Depuis 1961, il interdit toute importation de produits cubains aux États-Unis, notamment du sucre. Pendant longtemps, toute exportation depuis les États-Unis vers Cuba a été interdite. Depuis quelques années, l'exportation d'aliments et de médicaments est officiellement permise mais les tracasseries administratives sont telles qu'elles rendent souvent ces transactions impossibles.

Le blocus prohibe notamment toute fourniture de pétrole à Cuba. Il limite fortement les voyages des citoyens étasuniens vers Cuba et proscriit les vols commerciaux.

Le blocus, c'est aussi l'opposition continue des représentants étasuniens à la participation de Cuba aux instances du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, avec le résultat que Cuba n'a jamais pu obtenir d'aide ou de prêt de ces organismes internationaux.

Le blocus comprend aussi des actions de propagande contre le gouvernement cubain, comme la création de Radio Marti qui diffuse vers Cuba grâce à un budget de 15 millions \$US du gouvernement étasunien en 2003.<sup>1</sup>

L'obligation pour le gouvernement cubain de développer le commerce avec des pays plus éloignés a entraîné des frais de transport supplémentaires élevés et la construction d'infrastructures coûteuses, dont un important réseau d'entrepôts.

### *La Loi Torricelli adoptée en 1992*

Cette Loi défend à toute entreprise exerçant des activités aux États-Unis, et aux filiales étrangères des multinationales étasuniennes, de commercer avec Cuba. Elle interdit, pendant six mois, l'accès aux ports étasuniens à tout navire qui a fait escale dans un port cubain ou qui transporte de la marchandise pour le compte de Cuba.

La Loi défend aux banques et aux citoyens cubains d'ouvrir ou de maintenir des

comptes en dollars étasuniens à Cuba et ne permet pas à leurs firmes d'utiliser des dollars étasuniens pour faire des transactions avec Cuba. Elle interdit toutes transactions depuis les États-Unis avec les entreprises qui traitent avec le gouvernement cubain.

Les pressions étasuniennes faites en vertu de cette loi sur les entreprises étasuniennes et leurs succursales ont souvent empêché Cuba d'acquérir des équipements médicaux ou leurs pièces de rechange, des médicaments ou de la nourriture; ces types de marchandises constituent 90 % des produits contrôlés par la Loi.

### *La Loi Helms-Burton adoptée en 1996*

En 1996, la Loi Helms-Burton renforce le blocus et la Loi Torricelli. Elle empêche un président étasunien de modifier les règles du blocus sans passer par une législation; elle renforce les mesures de propagande et de subversion de l'extérieur comme de l'intérieur de l'île, notamment en créant le programme *United States Agency for International Development* (USAID), lequel stipule clairement l'objectif de renverser le gouvernement cubain par des moyens pacifiques. Elle impose de lourdes amendes aux Étasuniens qui voudraient commercer avec Cuba et des mesures de rétorsion afin d'amener les autres pays à réduire leur commerce avec Cuba.

### *Certains effets du blocus*

Le blocus a coûté 70 milliards \$US à Cuba en manque à gagner, en coûts supplémentaires pour l'érection d'infrastructures nouvelles comme des entrepôts, et en frais additionnels pour, par exemple, compenser l'éloignement et les pénalités étasuniennes affectant les nouveaux partenaires. De plus, les dommages directs dus au sabotage et aux actions terroristes ont coûté 54 milliards \$US.

L'isolement diplomatique, les actions de propagande, les encouragements à la désertion et à l'émigration illégale, l'espionnage, la guerre économique et les agressions de tous genres, y compris la subversion et les actions terroristes, le harcèle-

ment militaire et même l'agression directe par l'emploi de mercenaires sont des résultats du blocus. On comprend donc que ce blocus touche gravement le peuple cubain sur les plans matériel et psychologique : il limite son développement économique et social et impose un climat permanent d'hostilité et de tension.

### *Malgré la réprobation internationale*

Les États-Unis imposent ce lourd blocus depuis 43 ans parce qu'ils n'acceptent pas que Cuba leur ait échappé et ne vive pas à l'heure de la libéralisation et de l'entreprise privée.

Dans son rapport de 1999 sur Cuba, l'organisme de surveillance des droits humains, *Human Rights Watch*, dénonce la répression des droits humains par Cuba. Par ailleurs, ce rapport souligne que la Loi Helms-Burton nuit à la situation des droits humains et que le blocus restreint les droits d'association, de libre expression et la liberté de voyager entre les États-Unis et Cuba, ce qui contrevient à l'article 19 de la Convention internationale sur les droits civils et politiques.

Le blocus étasunien a créé un mouvement international de sympathie et de solidarité pour la résistance cubaine face à la pression étasunienne. La répression cubaine des droits humains, indéfendable dans d'autres conditions, devient une réaction légitime face à l'agression étasunienne : Cuba se retrouve en guerre contre les États-Unis. Comme tout pays limite les libertés en période de guerre, Cuba se défend ainsi des mesures étasuniennes de subversion qui vont du blocus économique aux actions terroristes.

*Hughes St-Pierre,  
Fédération des enseignantes et enseignants  
de Cégep (FEC) (CSQ)*

<sup>1</sup> Amnesty International, « *Cuba, Essential measures? Human rights crackdown in the name of security* », Ed. Amnesty International Library, 2003, p. 20. <http://web.amnesty.org/library/print/ENGAMR250172003>

L'ÉCONOMIE CUBAINE A ÉTÉ CERTAINEMENT MISE À MAL PAR LA PORTÉE DU BLOCUS ÉTASUNIEN, AMPLIFIÉ PAR LA LOI HELMS-BURTON, COMME NOUS L'AVONS VU PRÉCÉDEMMENT. RAPPELONS-NOUS QUE CE BLOCUS QUI DURE DEPUIS PLUS DE QUARANTE ANS, BLOQUE AUSSI TOUT ACCÈS AUX PRÊTS DE LA BANQUE MONDIALE ET DU FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL. UN MAL POUR UN BIEN ?

DE PLUS, AU DÉBUT DES ANNÉES 1990, L'ÉCONOMIE CUBAINE EST CONFRONTÉE AU DÉMANTÈLEMENT DE L'UNION SOVIÉTIQUE, ET CONSÉQUEMMENT À LA PERTE DE SON PRINCIPAL PARTENAIRE ET SOUTIEN ÉCONOMIQUE DEPUIS QUELQUE 30 ANS. IL S'ENSUIT UNE GRAVE CRISE ÉCONOMIQUE. C'EST LA « PÉRIODE SPÉCIALE », AVEC, EN TRAME DE FOND, UNE LIBÉRALISATION DES MARCHÉS MONDIAUX, LA GLOBALISATION NÉOLIBÉRALE. QU'À CELA NE TIENNE, CUBA SOUHAITE DEMEURER LE MAÎTRE D'ŒUVRE DE SON DÉVELOPPEMENT POUR LE BÉNÉFICE DE SA POPULATION. CUBA MAINTIEN DONC SA RÉVOLUTION SOCIALISTE ET REFUSE DE S'INSCRIRE DANS UN SYSTÈME CAPITALISTE EN CETTE ÈRE DE GLOBALISATION DES MARCHÉS.

Comment Cuba organise-t-elle son économie ? Quelles stratégies et quelles solutions ont émergé pour sortir de la crise ? Cuba, pour y arriver, a un grand besoin de capitaux étrangers. À cette fin, en 1992, la Constitution cubaine est réformée de manière à permettre l'existence de formes non étatiques de propriété et particulièrement l'existence d'entreprises à capital étranger dans lesquelles l'État conserve cependant une majorité des parts. De plus, en 1995, une loi sur les investissements étrangers est promulguée. Presque tous les secteurs sont ouverts, sauf la santé, l'éducation et la défense.

Cuba ne prétend pas offrir à ces partenaires une ouverture au capitalisme et prend bien soin de rappeler les objectifs de la Loi : préserver les acquis, dont les lois du travail, et assurer le développement durable. L'Union européenne (UE), principalement l'Espagne et la France, réalise 40 % des investissements étrangers. Outre l'UE, le Canada, le Venezuela, la Chine, la Russie comptent parmi les principaux partenaires financiers. À titre d'exemple : la compagnie canadienne Sherrit Inc. qui investit en grande partie dans des activités d'exploration minière (nickel, cobalt, pétrole), de production d'électricité ainsi que dans des champs diversifiés comme la communication cellulaire, la transformation du soya, l'agriculture, le tourisme.

Le tourisme international, aujourd'hui locomotive de l'économie cubaine, devient le secteur le plus ouvert aux investissements étrangers provenant en grande partie de l'UE. Ces années-ci, Cuba reçoit plus de deux millions de touristes par année. Un autre résultat des plus intéressants : après

plusieurs années d'investissement en recherche et développement, Cuba prend actuellement un envol en matière de biotechnologies et de génie génétique. Devenue une puissance médicale, Cuba donne accès à son École latino-américaine de médecine (ÉLAM) aux pays d'Amérique du Sud, d'Afrique et, de façon surprenante, aux plus démunis des États Unis.

Cuba procède en 1994 à la réforme agricole : On démantèle ainsi 80 % des grandes fermes d'État. Des coopératives et petites propriétés privées jouissent d'un droit d'usufruit de la terre. Les coopératives doivent rendre 80 % de la production au marché officiel et peuvent conserver le reste pour leur propre compte. Ceci a provoqué une hausse appréciable de la production. Les prix réagissent au jeu de l'offre et de la demande. Plus chers et plus variés que ceux offerts par les magasins étatiques, ces produits complètent le panier de base, filet de sécurité des bas salariés. Le marché des produits agricoles devient « plus » libre.

Cuba modernise aussi le secteur bancaire pour faciliter la libéralisation d'un autre marché, celui des produits industriels. On met sur pied la Banque centrale cubaine (BCC) qui contrôle la politique monétaire et plusieurs autres qui gravitent autour (banques des crédits, du commerce, d'aide et de développement, etc.). On permet aussi l'ouverture de *casas* financières pour créer des caisses d'investissements et on autorise la venue de banques étrangères.

Par ailleurs, un effort a été fait pour améliorer la gestion et l'efficacité des entreprises, dont les bases de fonctionnement sont

contenues dans une loi adoptée en 1998. D'abord, on retire des pouvoirs au ministère du Commerce extérieur pour les confier aux entreprises : désormais, elles feront des affaires directement avec l'extérieur. Ensuite, on redéfinit la philosophie de ce ministère par une transformation globale du système de planification économique, qui passe d'une planification matérielle à une planification financière. Finalement, on met en place des programmes de perfectionnement dans les entreprises.

Enfin, de façon plus audacieuse, dans toute cette conjoncture, Cuba dépénalise la possession de devises étrangères (le dollars US et l'euro); le peso devient convertible et un réseau commercial est créé pour cette monnaie. Nous avons constaté dans toutes les entreprises visitées, l'instauration de ce que nous pourrions appeler une « prime au rendement » que Cuba nomme « stimulation ». Il s'agit d'un montant mensuel ajouté au salaire et payé en pesos convertibles où 1 peso convertible équivaut à 1 \$US.

Voici donc la situation concrète : des produits de consommation s'ont offerts en vente libre; les devises étrangères circulent, les industries sont en concurrence. Quelle est l'ampleur de ces réformes et leurs conséquences ? Ce qu'on peut dire c'est que depuis 1994, l'économie cubaine a un taux de croissance annuelle de 4 %. Suite à toutes ces constatations, nous pourrions penser que Cuba se rapproche d'une économie capitaliste.

*Lyne Bergeron*  
Syndicat de la Fonction publique du Québec  
(SFPQ)

## Période spéciale ... très spéciale !

La chute du mur de Berlin, en 1989, a été acclamée à peu près partout dans le monde comme une libération. Elle fut suivie par la dissolution de l'URSS. Pour Cuba, ce fut le coup de grâce qui a bien failli emporter le pays et son régime socialiste. M<sup>me</sup> Georgina Chabau Montalvo, directrice du Département des relations internationales au Parti communiste cubain disait, lors de notre visite au siège social du Parti : « ... tout le monde attendait notre chute, nos meilleurs amis étaient angoissés parce qu'ils nous voyaient pour la dernière fois... tout le monde pensait que Cuba disparaîtrait comme système... ». Toujours selon M<sup>me</sup> Montalvo : « quand on défend le socialisme, on défend en même temps l'indépendance ». Soulignons que le socialisme à Cuba en est un bien particulier, créé à son image. Sur-tout maintenant que le pays doit survivre seul.

En effet, du jour au lendemain, le commerce avec l'Europe de l'Est, qui représentait 85 % du commerce extérieur, a disparu. Le produit intérieur brut (PIB) du pays a chuté de 35 %. Le chômage et la prostitution sont réapparus (malgré que cette dernière avait été éradiquée par la Révolution grâce au programme de justice sociale<sup>1</sup>). Des solutions au chômage ont été trouvées. Malheureusement, la prostitution est toujours présente, même si c'est à un degré moindre qu'au début de la « période spéciale ».

Des sacrifices énormes ont été faits en 1993. Ce fut la période la plus difficile depuis la Révolution. Il y eut des moments où le gouvernement n'avait de carburant que pour 48 heures. Le transport était à peu près nul, on se déplaçait à pied ou à bicyclette. De plus, à la même époque, plusieurs ouragans dévastèrent l'île. Le peu de nourriture disponible était impossible à conserver faute d'électricité. On a privilégié d'abord les enfants. Il a également été décidé qu'aucune école, aucun hôpital ne seraient fermés.

Le gouvernement a dû chercher rapidement des solutions. Une formule de « parlement ouvrier » a été imaginée et 80 000 réunions se sont tenues dans les milieux de travail sur une période de trois mois. Un référendum a été organisé pour con-

COMMENT PASSER SOUS SILENCE CE QUE LES CUBAINES ET LES CUBAINS APPELLENT « LA PÉRIODE SPÉCIALE » ? EN 1991, AU MOMENT DE L'ÉCLATEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES (URSS), CUBA S'EST RETROUVÉE EN CRISE PROFONDE. CET ÉVÉNEMENT A ÉTÉ SI CATASTROPHIQUE QU'AUJOURD'HUI ENCORE BEAUCOUP D'ENTRE EUX PARLENT AVEC GRANDE ÉMOTION DE CE QU'ILS QUALIFIENT DE « PÉRIODE SPÉCIALE ».



naître l'avis des gens sur des questions vitales. Il en est résulté que l'éducation, la santé et la défense étaient intouchables. Ces secteurs représentent le patrimoine du pays et, à ce jour, tout est mis en œuvre pour les conserver intacts. Puis, les débats ont été faits sur les propositions suivantes :

- ouvrir le pays à l'investissement étranger ;
- augmenter les prix des produits et services ;
- éliminer la gratuité de certains services.

La question de l'impôt sur le salaire n'a pas été approuvée par les travailleurs. L'économie s'est modifiée : le tourisme connaît une augmentation de 12 % à chaque année, la production de nickel atteint les 75 000 tonnes cette année, tandis que celle du sucre est actuellement en transformation profonde. Cuba est dépendante de ces exportations auxquelles s'ajoutent les agrumes, le tabac et les crustacés.

Les Cubains ont également constaté, à cette époque, les changements de l'économie mondiale. Ils ont compris qu'ils devaient s'adapter, tout en conservant leur modèle de socialisme. C'est à ce moment que la possession de devises étrangères (dol-

lars américains) et le travail autonome ont été légalisés.

Avant 1993, Cuba n'avait pas une approche de pays producteur. Depuis, elle est consciente qu'elle doit fabriquer ses propres produits de consommation.

Malgré la situation extrêmement difficile dans laquelle se trouve Cuba, on ne peut qu'admirer la fierté et la volonté de ce peuple de conserver son indépendance et sa souveraineté. Cuba est un pays des Caraïbes, avec ses différences culturelles, historiques et climatiques, elle ne peut pas être comparée aux pays développés. Un économiste cubain, rencontré au cours du stage, soulignait qu'en raison des conditions climatiques, aucun plan de cinq ans ne peut être élaboré. Le peuple cubain s'en sort par la méthode « essai-erreur ». Respectons son choix de se bâtir selon son propre modèle, soit par un socialisme à la cubaine.

*Joanne Norchet,  
Centrale des syndicats du Québec (CSQ)*

<sup>1</sup> Raisa Pages, *Granma international*, mars 2000, tiré de La Révolution cubaine : ses réalisations et ses défis, analyses et documents, dossier assemblé par Claude Morin, 6 février 2004, p. 46.

# La Centrale des travailleurs cubains (CTC)



## *La CTC : une organisation représentative*

« COMBIEN AVEZ-VOUS DE MEMBRES DANS VOTRE SYNDICAT ? » 97 OU 98 % DES EMPLOYÉS : RÉPONSE INVARIABLE À UNE QUESTION 20 FOIS RÉPÉTÉE. ET NOUS, QUÉBÉCOIS QUI, AVEC 41,5 %, PENSONS DÉTENIR LE RECORD DU TAUX DE SYNDICALISATION EN AMÉRIQUE ! DANS L'ENSEMBLE DU CANADA, C'EST 31 % ET 13 % AUX ÉTATS-UNIS. N'OUBLIONS PAS NON PLUS QUE, CONTRAIREMENT À CE QUE PLUSIEURS POURRAIENT PENSER, L'ADHÉSION SYNDICALE EST VOLONTAIRE À CUBA.

Dans cette île rebelle, tous peuvent être syndiqués, chef de direction ou simple employé. La directrice du chantier naval Astica, le directeur médical du Centre orthopédique, comme tous les autres dirigeants d'entreprises, nous ont tous dit adhérer au syndicat. On comprend mieux quand on réalise qu'à Cuba, l'État est l'unique propriétaire non seulement des services publics, mais aussi des usines, des hôtels, etc. Les rapports entre la direction et le personnel ne sont pas antagoniques : « Nous avons à tous les mois une rencontre avec la direction, on nous présente la situation économique de l'entreprise, on discute et on s'entend », nous affirme le président du syndicat de l'usine de cigares. On est loin de Vidéotron ou de la ville de Montréal !

Dans les anciens pays communistes, avant la chute du mur de Berlin, presque tous les travailleurs bulgares, russes, ukrainiens étaient membres du syndicat officiel, le seul qui avait droit de cité. La liberté d'association telle que définie par l'Organisation internationale du travail, (OIT), n'existait pas. Quand l'empire soviétique s'est écroulé, le mouvement syndical a éclaté en une multitude d'organisations et le taux de syndicalisation a chuté dramatiquement.

Les dirigeants de la CTC connaissent cette réalité; ils sont confiants, cependant, que leur organisation ne connaîtra pas le même sort. « La société cubaine et notre histoire syndicale sont différentes » disent-ils. Une confiance en bonne partie fondée. Mais...

## *Les activités et services offerts par la CTC*

La grève de plusieurs mois des travailleurs

et travailleuses de Vidéotron ou la mobilisation syndicale et populaire contre le gouvernement Charest ne sont pas concevables à Cuba. Quand on est au pouvoir ou qu'on croit l'être, on ne mobilise pas ses membres contre ce pouvoir; au contraire on les mobilise en appui au gouvernement. Le 1<sup>er</sup> Mai cubain avec son million de travailleurs en fête dans les rues est bien différents du 1<sup>er</sup> mai québécois. À Cuba, les conflits ou les « contradictions » se résolvent par la discussion. Ces contradictions mettent en cause des comportements individuels et non les rapports sociaux antagoniques entre le collectif des travailleurs et l'employeur.

C'est aux assemblées générales mensuelles, auxquelles participent plus de 90 % des membres du syndicat, qu'on discute des problèmes du milieu de travail. Ces assemblées se déroulent sur les lieux de travail, après ou occasionnellement pendant les heures de travail. Les principales questions comme le nombre d'heures de travail, les salaires et les congés de maternité et de paternité, sont fixées par loi ou négociées au niveau national par la fédération sectorielle ou la direction de la CTC. Ces ententes ne sont pas remises en cause au niveau local.

Au syndicat local, il reste à négocier, s'il y a lieu, les aménagements locaux des ententes déterminées au niveau national, à voir à la mise en application de la convention collective et de la législation ouvrière et à régler les différents qui surviennent sur les lieux de travail. Les cotisations recueillies de main à main servent à soutenir des membres et leur familles qui, en raison de maladie ou d'autres problèmes, sont dans le besoin. Elles servent aussi aux activités sociales, aux vacances pour les enfants,

etc. Pour les membres, le syndicat local a un rôle principalement social.

## *Place et rôle de la CTC dans la société cubaine*

Le secrétaire général de la CTC peut participer aux réunions du Conseil des ministres, les dirigeants syndicaux nationaux participent aux discussions et décisions gouvernementales dans leur secteur d'activités, les dirigeants locaux font partie de la direction dans leur entreprise. Aucune législation concernant de près ou de loin les travailleurs ne sera adoptée sans l'accord de la CTC. Nos schèmes de référence, développés dans le cadre d'une société capitaliste, nous permettent difficilement d'appréhender la société cubaine avec justesse.

Cette complicité entre la CTC et le gouvernement a aussi des conséquences inattendues. Au printemps dernier, par exemple, le gouvernement cubain a imposé de lourdes peines d'emprisonnement à des dissidents du milieu des communications et à de présumés comploteurs à la solde des États-Unis; la CTC a appuyé cette décision dénoncée partout dans le monde comme étant une violation du droit à la liberté d'information. La Confédération internationale des syndicats libres (CISL) a emboîté le pas et suspendu ses relations avec la CTC. Il faudra beaucoup de temps et d'efforts aux dirigeants de la centrale pour rétablir son image sur la scène syndicale internationale.

*Jean Lapointe,  
Métallos-Fédération des travailleuses  
et travailleurs du Québec (FTQ)*

# Perfeccionamiento empresarial

*Changer les concepts, la pratique et les mentalités*

L'EFFONDREMENT DES « PAYS DE L'EST », LE RENFORCEMENT DE L'EMBARGO AMÉRICAIN ET LE PHÉNOMÈNE DE LA MONDIALISATION DES MARCHÉS ONT OBLIGÉ CUBA À TROUVER DE NOUVELLES MANIÈRES DE FAIRE. S'INSÉRER DANS UN MARCHÉ MONDIALISÉ, RÉTABLIR LA CROISSANCE ET SAUVEGARDER LES VALEURS DU SOCIALISME DANS UN « PAYS DU SUD » CONSTITUENT TROIS OBJECTIFS APPAREMMENT CONTRADICTOIRES AUXQUELS LES CUBAINS TRAVAILLENT DE FAÇON PRAGMATIQUE DEPUIS 10 ANS.

Après consultations des entreprises, des syndicats, du parti, d'experts comptables ou économistes, le gouvernement a identifié un moyen pour relever l'économie cubaine : **décentraliser** la gestion au niveau des entreprises. Une telle mesure a entraîné l'application de nouveaux modes de gestion et de nouvelles conditions de viabilité de l'entreprise : auto-financement, capacité d'approvisionnement en matières premières, audit comptable et paramètres de qualité dans la production. Administrateurs et employés allaient devoir travailler différemment au sein des entreprises désignées progressivement pour entrer dans la nouvelle économie. Un diagnostic avait permis d'identifier les entreprises les plus aptes à l'implantation des changements. Les transformations appelaient à un changement profond des mentalités.

## *Changer le cadre légal*

Un ensemble de mesures légales adoptées entre 1998 et 2000 ont encadré les changements et les ont favorisés. Elles portent sur le système bancaire, la décentralisation du commerce extérieur, le système de planification économique, les règles comptables, la flexibilité des salaires, l'organisation du travail et les normes internationales de qualité.

Une législation particulière concerne le perfectionnement de façon à permettre au milieu de travail de s'approprier les outils pour rendre possible le changement. C'est dans ce cadre que la Centrale des travailleurs cubains (CTC) a mobilisé sa structure en vue de développer un programme de formation pour ses dirigeants et dirigeants nationaux et provinciaux et pour que les unités syndicales de base puissent négocier les transformations dans les entreprises.

## *Un programme de perfectionnement ambitieux*

En 1975, La CTC s'est dotée d'une école de formation à la Havane, l'école Lázaro Peña. Seize écoles provinciales y sont asso-

ciées. Ce réseau a préparé des formateurs pour la mise en œuvre du programme de perfectionnement pour les 19 syndicats sectoriels. Les milieux aptes à entreprendre le programme, particulièrement important au plan économique, ont été priorisés : mines, électricité, construction, agriculture et chimie. La formation porte sur l'ensemble des réformes économiques, sur les législations concernées et les outils de gestion (comptabilité, contrôle de la qualité, négociations des salaires etc.)

Lors des réunions mensuelles, le syndicat local organise pour ses membres des sessions d'information portant sur l'un ou l'autre thème du programme de formation. La CTC a préparé des feuillets d'information, des guides du formateur, un cahier sur la politique d'emploi, des cahiers d'exercices sur les indicateurs économiques et le calcul des salaires, ainsi qu'un glossaire sur les indicateurs économiques et les termes comptables. Des outils audio-visuels sont utilisés et sont disponibles en mode Power Point.

Plusieurs facteurs favorisent le développement de ce programme ambitieux : la loi sur le perfectionnement qui permet que celui-ci se fasse en partie sur le temps de travail, la participation des syndicats dans le contexte favorable de la décentralisation et la sélection des entreprises les plus aptes à participer au programme. La CTC fait le maximum pour que le programme réus-

sisse et l'appui du CISO et de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a un impact majeur.

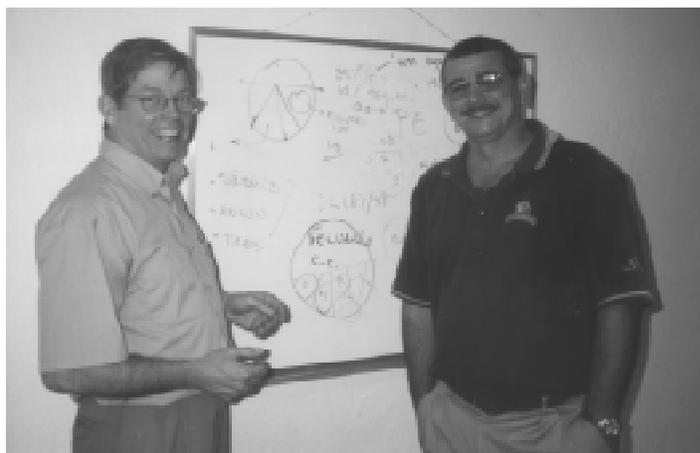
## *Évaluation et perspectives*

Les données recueillies à la CTC et le témoignage d'une section syndicale locale d'une entreprise de construction de Cienfuegos permettent de confirmer que le projet est une réussite. En application depuis quatre ans, le programme a rejoint plus de 600 entreprises, des milliers de responsables syndicaux et des travailleurs et travailleuses dans toutes les régions du pays.

Le programme devait rejoindre prioritairement environ 3 000 entreprises à l'intérieur d'un bassin évalué à 13 000. Il est d'envergure stratégique car il vise une transformation profonde de l'économie cubaine à partir de chaque entreprise.

Les responsables syndicaux font une évaluation continue de l'expérience et les ministères concernés reçoivent un rapport trimestriel des entreprises. Un travailleur de Cienfuegos affirme : « Maintenant le syndicat est plus actif dans la gestion et le processus de négociation, le programme a aussi amélioré le fonctionnement de l'entreprise et ses produits, et en conséquence, le salaire est meilleur ».

*Micheline Jourdain,  
CISO*



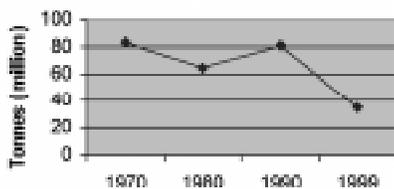
AUGUSTIN DE LA PEÑA, RESPONSABLE DU PROJET À LA CTC (À DROITE SUR LA PHOTO), FAIT PART À JEAN LAPOINTE DE SON APPRÉCIATION DE L'APPUI DU CISO

# Nourrir le peuple

- ENTRE 1960 ET 1990, LES ÉCHANGES ÉCONOMIQUES DE CUBA SE FAISAIENT AVEC L'URSS ET LES PAYS DU BLOC SOCIALISTE. EN 1990, 80 % DES EXPORTATIONS DE CUBA ALLAIENT VERS CES PAYS. À CETTE ÉPOQUE, CUBA PRODUISAIT PRÈS DE 90 MILLIONS DE TONNES DE SUCRE. LES CHANGEMENTS SURVENUS DANS LES PAYS DE L'EST ET EN URSS AU DÉBUT DES ANNÉES 90, JUMELÉS À LA CHUTE DU PRIX DU SUCRE, PLAÇAIENT CUBA DANS UNE SITUATION ÉCONOMIQUE DÉSASTREUSE.

À cette période-là, la volonté politique des dirigeants cubains étant de maintenir autant que possible les salaires, les emplois et les dépenses sociales, de nouvelles mesures agraires furent mises en place.

PRODUCTION DE CANNE À SUCRE



Il faut dire que la réforme agraire des années 60, élément important de la révolution, avait connu des ratés et n'avait pas réussi à créer l'attrait nécessaire pour maintenir la main-d'œuvre. Aujourd'hui les jeunes Cubains, comme les jeunes d'ici, sont attirés vers les grandes villes.

## La situation en 2004

### L'agriculture urbaine

Afin d'améliorer la sécurité alimentaire de la population dans les villes, on a créé des « petites fermes » agricoles en milieu urbain, l'objectif général étant d'élaborer une forme d'agriculture globale, écologique et autosuffisante. L'accès des citoyens aux denrées agricoles à des coûts relativement bas demeure un objectif spécifique de ces unités de production agricole.

Nous avons visité un de ces centres agricoles dans la région urbaine de La Havane. Les cultures potagères pratiquées le sont de façon écologique et recourent à des méthodes reconnues : rotation des cultures, compostage et utilisation de celui-ci comme engrais naturel, utilisation de plantes compagnes pour éloigner certains prédateurs.

La terre arable utilisée semble de très bonne qualité quoique très légère et friable. On couvre d'ailleurs les plates-bandes d'un toit pendant la saison des pluies afin d'éviter le lessivage de la terre agricole. Des résidus

de ciment ressemblant à de l'argile sont utilisés pour couvrir les chemins et les allées, sans doute pour diriger l'eau de pluie et contrôler les mauvaises herbes. Le compost fabriqué semble d'excellente qualité, sans odeur et fait de particules fines à grossières.

La main-d'œuvre reçoit sur place la formation nécessaire à la production du centre. Peu de Cubains s'intéressent au travail de la terre, qui, sous ces climats, est très difficile. Le responsable du centre que nous avons visité mentionnait qu'il avait une formation en génie civil ! Le manque d'agronomes oblige les autorités à déplacer et à recycler la main-d'œuvre.

L'organisation des travailleurs est identique à celles des autres entreprises cubaines. Ils sont membres de la Centrale des travailleurs cubains et possèdent un bureau syndical sur place. Afin d'attirer des travailleurs, les salaires sont plus élevés que dans certains domaines industriels, soit près de 900 pesos/mois et il existe un système de primes que les Cubains appellent « stimulation ». Les travailleurs peuvent vendre et conserver les profits des légumes qu'ils produisent en surplus.

### Quelques statistiques

#### Potagers urbains

- 30 000 potagers urbains à culture organique en 1996 dans la région de La Havane;
- 541 000 tonnes de nourriture produite en 1998 par ces potagers;
- 30 % des besoins immédiats de la population urbaine;
- 1 000 000 de potagers urbains à la grandeur du pays.

#### Main d'œuvre (2002)

- Totale : 4,5 millions
- Par secteur :
  - Agriculture : 23 %
  - Industrie : 24 %
  - Services : 53 %
- Taux de chômage 4,5 %
- Population urbanisée 65 %

### Terres agricoles

- 60 % des terres de Cuba servent à des fins agricoles;
- 70 % de ces terres sont en production;
- 20 % sont irriguées.

### La campagne cubaine

Les champs de la coopérative de travailleurs que nous avons visités et ceux que l'on aperçoit en sillonnant la campagne nous montrent des cultures verdoyantes et bien irriguées.

Cependant, à voir les ouvriers agricoles utiliser des moyens modestes : tracteurs datant des années 50 et 60 aux pièces de rechange inexistantes, bœufs, charrues manuelles, etc., on peut penser que l'agriculture cubaine est archaïque et ne suffira jamais à la tâche.

On peut penser aussi que cette agriculture cubaine, issue de la révolution des idées, est un modèle de développement durable pour les pays en développement de l'Amérique du Sud. Les terres sont utilisées à bon escient; des systèmes d'irrigation se mettent en place, les cultures sont adaptées aux terres et les travailleurs sont en formation constante.

Cuba possède une équipe de scientifiques (11 % des scientifiques de l'Amérique du Sud), qui font de la recherche sur la production de graines adaptées au climat de Cuba, ce qui rendra l'île moins dépendante des pays du Nord et diminuera de 75 % le coût des productions agricoles.

La transformation des fermes d'État en coopératives (80 %), l'ouverture des marchés agricoles, la recherche, la production de matériel biologique disponible aux agriculteurs, la formation des travailleurs, la culture organique, tous ces facteurs nous portent à croire que Cuba pourra dans le futur répondre en grande partie aux besoins alimentaires de sa population.

Daniel Desgagné,  
SAPQ

# Cubains et Cubaines du troisième âge

*Des statistiques qui ressemblent à celles des pays développés*

DANS L'ENSEMBLE DU PAYS, EN 1998, LES GENS ÂGÉS DE 65 ANS ET PLUS TOTALISAIENT 10 % DE LA POPULATION. DANS LA PROVINCE DE CIENFUEGOS, LES RETRAITÉS, QUI COMPRENNENT AUSSI DES GENS DE MOINS DE 65 ANS, FORMENT ACTUELLEMENT 15 % DE LA POPULATION. EN 2025, ELLES SERONT 25 % SELON LES PRÉVISIONS.

Les spécialistes estiment que l'espérance de vie, actuellement de 76 ans, atteindra 80 ans en 2010. C'est la plus élevée des pays en développement. À Cuba, parmi les facteurs qui ont un impact sur cette longévité, il faut mentionner, entre autres, la priorité accordée à la santé, c'est-à-dire l'assurance d'une alimentation suffisante pour toutes les couches de la population, puis la disponibilité, la qualité et la gratuité des services médicaux. Nous ignorons dans quelle mesure les restrictions alimentaires survenues pendant la « période spéciale » ont pu influencer la longévité. D'autres facteurs jouent aussi en faveur de cette longévité : les Cubains sont à l'abri de conditions qui prévalent dans les sociétés industrialisées et qui sont reconnues pour leurs effets négatifs sur la santé, par exemple, la sédentarité favorisée par la haute mécanisation, la voiture personnelle, la télévision et ses centaines de chaînes, l'ordinateur, etc. Les Cubains ne sont pas encore touchés par la surabondance alimentaire, la transformation et la préparation industrielle des aliments, la restauration rapide, la mal-bouffe, etc.

## *L'âge et les conditions de la retraite*

Après 25 ans de travail, les femmes peuvent prendre leur retraite à 55 ans et les hommes à 60 ans. Dans certains milieux de travail exigeants, la retraite est avancée de quelques années. La rente de retraite est basée sur la moyenne de salaire (incluant la bonification) des 5 meilleures années de travail parmi les 10 années qui précèdent la retraite. La rente atteint 50 % de cette moyenne de salaire. Un homme ou une femme qui travaillent au-delà de 25 ans voit sa rente augmenter quelque peu.

## *Des retraités qui travaillent*

À Cuba, il n'existe aucun régime de retraite privé qui pourrait permettre d'accroître la rente. Comme celle-ci est basse, bien des gens âgés occupent de petits boulots peu

rémunérateurs : vente de journaux et de friandises, surveillance de salles de toilette de restaurants, hôtels et autres lieux publics, récupération de cartons et autres produits vendables, etc.; d'autres préfèrent continuer de travailler chez leur employeur. Beaucoup de grand-mères s'occupent de leurs petits-enfants pour faciliter le travail de leurs propres enfants. Il est d'ailleurs très fréquent que trois générations habitent sous le même toit.

La vie des Cubains âgés n'est pas du tout facile. Cependant, l'esprit d'entraide entre membres d'une famille, entre voisins, entre amis et collègues amène les plus favorisés à partager avec les plus dépourvus. La solidarité de ce peuple est tout à l'opposé de l'individualisme et du chacun pour soi répandus dans d'autres sociétés.

## *Des retraités qui sont membres des syndicats*

Comme c'était le cas dans les pays du bloc soviétique, les retraités font partie des syndicats. Dans la province de Cienfuegos, seulement 23 % des retraités adhèrent au syndicat, alors que, de façon générale, de 95 à 98 % des travailleurs et travailleuses sont membres des syndicats locaux. Faible proportion, car c'est en 2001 seulement

que la Centrale des travailleurs cubains (CTC) a pris des mesures pour attirer cette population. La CTC reconnaît devoir bonifier son programme d'amélioration de la qualité de vie des aînés pour toucher davantage ces personnes.

Pourquoi appartenir à un syndicat, lorsqu'on ne travaille plus ? Les retraités peuvent bénéficier de la mission sociale et solidaire du syndicat. Par exemple, les personnes seules, malades ou handicapées sont visitées par des membres compétentes du syndicat; les plus démunies peuvent être aidées matériellement pour des besoins de base.

L'adhésion syndicale donne le droit de prendre des repas dans des cantines où les prix sont très, très bas. Le syndicat offre un programme d'activités sociales, récréatives, sportives, mais aussi éducatives. Grâce à des budgets de l'Université du troisième âge, le syndicat dispense des cours sur des thèmes variés : histoire, vieillissement, sexualité, droit, ordinateur, etc.

La stimulation financière donnée sous forme de bonus aux travailleurs devient chez les retraités une stimulation morale et parfois matérielle. C'est ainsi qu'on souligne, par exemple, le succès dans les activités, l'engagement auprès de la communauté soit par des fêtes, par l'expression de la reconnaissance et par des séjours à l'hôtel.

Et la cotisation syndicale? Elle est symbolique, gérée par les retraités et sert à défrayer les activités qu'ils s'organisent. La CTC contribue aussi à ces activités.

*Chantale Chartier,  
membre individuelle*



## À Cuba, la santé est un droit

CUBA, CETTE ÎLE DU SUD, OÙ CHRISTOPHE COLOMB ÉCRIVAIT EN 1492 : « JE N'AI JAMAIS VU DE PLUS BEAU PAYS, DES FEUILLES DE PALMIER SI GRANDES QU'ELLES SERVENT DE TOIT AUX MAISONS, SUR LA PLAGE, DES MILLIERS DE COQUILLAGES, UNE EAU SI LIMPIDE ET TOUJOURS LA MÊME SYMPHONIE ÉTOURDISSANTE DES CHANTS D'OISEAUX. »

Lors de la révolution en 1959, Castro, en prenant le pouvoir, adopte des mesures qui annoncent un changement radical du système politique et économique. Que l'on pense à la réforme agraire, à la diminution du coût des loyers et à la nationalisation des propriétés étrangères. À cette époque Cuba affichait une plus grande prospérité économique, cependant il y avait de grandes inégalités sociales. En effet près du quart de la population vivait dans une extrême pauvreté : sur deux millions d'habitants, près d'un demi-million étaient sans travail et 650 000 avaient des emplois saisonniers. Le taux d'analphabétisme était élevé et le système de santé ne favorisait qu'une partie de la population.

Avec l'aide du géant soviétique, le régime castriste modifie complètement la situation qui règne dans le pays. La réforme complète du système de santé a permis une diminution drastique du taux de mortalité infantile. En effet, en 1959, il se chiffrait à environ à 40 pour 1000 et en 1995 il passe sous la barre de 10 pour 1000, soit le niveau le plus bas des pays du Tiers-Monde, et un peu plus élevé que celui du géant étasien qui est de 8,3 pour 1000. Pour le peuple cubain, ces changements sont les plus grandes réussites de la Révolution.

*Aujourd'hui à quoi ressemble ce système de santé ?*

Toujours sous l'imposition de l'embargo étasien, Cuba réussit tant bien que mal à répondre du mieux possible aux besoins de santé de sa population.

Le système de santé à Cuba est basé sur un accès des services répartis en service des 1<sup>ère</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> lignes. La 1<sup>ère</sup> ligne est : la clinique médicale de quartier. Notre rencontre avec le médecin d'une clinique a permis de mieux apprécier l'organisation des services. Sa clinique est situé au rez-de-chaussée d'une petite maison de deux étages, où

nous retrouvons une petite salle d'attente avec plusieurs affiches sur les murs portant des messages sur la prévention, sur l'allaitement maternel, des statistiques sur l'état de santé de la population desservie etc. On peut y lire entre autres que l'hypertension artérielle et l'asthme sont les maladies touchant le plus de personnes dans sa pratique et que le diabète et l'obésité sont en augmentation.

Trois autres pièces servent de bureau, de salle d'examen et de réserve de médicaments et de fournitures médicales. Tout est vieux, mais bien entretenu. Quant à l'étage supérieur, il sert de résidence au médecin et à sa famille.

Celui-ci travaille en équipe avec une infirmière. Le rôle de cette dernière en est un d'exécutante, elle ne peut initier aucun traitement, ou même administrer le vaccin prévu au calendrier régulier, qui est tout à fait comparable au nôtre.

Du fait qu'il habite à la clinique, le médecin est disponible 24 heures sur 24 et sept jours par semaine, sauf lors de ses vacances ou congés. En avant-midi les gens se rendent à la clinique, avec ou sans rendez-vous. En après-midi ce sont les visites à domicile. Cela lui permet de bien connaître les 550 personnes sous sa responsabilité. L'approche holistique est très importante : connaître son patient dans sa globalité quant à son lieu d'habitation, son travail, son contexte familial, l'environnement du patient faisant partie intégrante de la pratique médicale à Cuba.

L'embargo a forcé les professionnels de la santé à prendre des moyens afin de faire face à la difficulté de se procurer des médicaments. C'est ainsi que la médecine naturelle fait bon ménage avec la médecine traditionnelle. D'ailleurs un tableau, bien en vue de la clientèle, faisait mention des plantes ou produits naturels pouvant être utilisés dans certaines situations. Le médecin nous a confirmé que cette prati-

que était présente à travers le pays et qu'elle faisait partie de leur formation académique. Par exemple, dans les cas de diarrhée, la teinture d'une plante locale aide à solutionner le problème. Comme il est facile de la produire et que des laboratoires travaillent au développement de produits naturels à utiliser en médecine, cette approche est donc privilégiée et permet ainsi de diminuer l'utilisation de produits pharmaceutiques difficiles à se procurer. C'est moins dispendieux et tout aussi efficace dans certaines situations.

Les services offerts en clinique sont semblables à ce que l'on peut retrouver dans les cabinets médicaux d'ici, soit la médecine familiale, la pédiatrie et le suivi gynécologique et obstétrical. Cela constitue dans les faits la 1<sup>ère</sup> ligne du système de santé cubain.

En 2<sup>e</sup> ligne nous retrouvons la polyclinique avec des services de radiodiagnostic et de laboratoires. Y sont rattachés 13 cabinets ou cliniques médicales; si lors d'une visite à la clinique une investigation plus spécifique doit se faire, l'on réfère à la polyclinique. Enfin en 3<sup>e</sup> ligne, pour une région donnée et peut-être même une province, il y a un centre hospitalier général, un centre pédiatrique et un centre de gynécologie et d'obstétrique. Il a été étonnant d'apprendre qu'il n'y a pas de sage-femme à Cuba.

La réadaptation se fait elle aussi en utilisant différentes approches thérapeutiques : la thalassothérapie, l'acupuncture et la physiothérapie traditionnelle. Quant à la réhabilitation en santé mentale, il y a des centres de jour pour les patients en externe et un centre hospitalier psychiatrique pour les patients nécessitant une hospitalisation.

La rencontre du syndicat des travailleurs de la santé du Centre hospitalier orthopédique de la Havane nous a démontré une fois de plus la capacité qu'ont les Cubains

à trouver des solutions à leur problème d'approvisionnement en fournitures médicales de toutes sortes. Le Centre disposait de 100 lits avant la révolution et en possède 700 aujourd'hui. Il offre des services ultra spécialisés en réhabilitation et médecine sportive et chirurgie esthétique. À ce complexe hospitalier s'ajoutent deux hôtels ayant une capacité de 226 chambres pouvant accueillir 300 personnes et trois entreprises où on produit de l'oxygène médical, du matériel et des instruments chirurgicaux et orthopédiques. De réputation internationale, le Centre orthopédique Frank País est aussi le siège de l'École ibéro-américaine d'orthopédie et de traumatologie. Leur centre d'audio visuel permet la production de vidéos scientifiques. C'est d'ailleurs à Cuba que se tiendra pour la première fois, en septembre 2004, le Congrès de la Société internationale d'orthopédie et de traumatologie. Par la recherche, le centre est à l'avant-garde de la connaissance.

Des étrangers viennent régulièrement pour consulter, se faire traiter et se faire opérer que ce soit pour un problème orthopédique ou même pour une chirurgie esthétique. Ils peuvent ainsi séjourner à l'hôtel en période pré et post-opératoire, avec un ou plusieurs membres de leur famille. Comme cette clientèle doit payer pour ces services, l'argent ainsi recueilli est réinvesti dans l'achat d'équipement super spécialisé. Ainsi la 2<sup>e</sup> vitesse de leur système de santé est créée, pour les étrangers...

Le Dr Garcia, représentant du syndicat local, nous a dit fièrement : « Après 45 ans d'embargo, on a développé un mode de survie qui a permis malgré tout de maintenir des équipes et des équipements de haut niveau. »

Il est clair que la situation de ce centre n'est pas ce que l'on retrouve en général dans le pays. La rencontre avec Dr Raymundo Navarro Fernandez, secrétaire général du Syndicat national des travailleurs de la

santé (360 000 membres dont 84 000 infirmières), nous l'a confirmé.

« Le blocus étasunien met une pression énorme sur tous les travailleurs de la santé, il manque de tout. Des médicaments de base pour la population aux souliers pour les infirmières, tout est difficile à se procurer ». Le syndicat établit des contacts de solidarité, afin de dénoncer les effets inac-

ceptables de ce blocus. Il croit en ces liens qui feront qu'un jour l'embargo sera levé.

*Michèle Boisclair,  
Fédération des infirmières et infirmiers  
du Québec (FIRQ)*

*Jacques Boisclair,  
Syndicat des employés du Centre jeunesse  
Laval (SECFJ) (CSN)*



## Cuba, terre d'éducation

AVEC UN TAUX D'ALPHABÉTISME DE 96 %, CUBA DEMEURE SANS CONTREDIT LA TERRE D'ÉDUCATION DES AMÉRIQUES SI NOUS TENONS COMPTE DU TAUX D'ALPHABÉTISME DANS LA PLUPART DES PAYS D'AMÉRIQUE LATINE QUI EST DE 30 À 40 %. LA GRATUITÉ DES SERVICES DANS LE DOMAINE DE L'ÉDUCATION, DE L'ÉCOLE PRIMAIRE À L'UNIVERSITÉ, ET LE PROGRAMME SALAIRE/ÉTUDES, MIS SUR PIEDS PAR LE GOUVERNEMENT, INCITENT LES JEUNES À POURSUIVRE LEUR FORMATION. CELA A POUR EFFET DE MAINTENIR UN NIVEAU DE SCOLARITÉ ASSEZ ÉLEVÉ DE 11 ANS. L'ÉCOLE EST OBLIGATOIRE JUSQU'À 16 ANS ET SI LES ENFANTS NE FRÉQUENTENT PAS L'ÉTABLISSEMENT SCOLAIRE, LES PARENTS DOIVENT PAYER UNE AMENDE.



L'ÉDUCATION PHYSIQUE,  
UNE ACTIVITÉ IMPORTANTE  
À L'ÉCOLE

Le système d'éducation à Cuba n'a pas toujours été ainsi. Avant la révolution de 1959, il était, comme dans de nombreux pays d'Amérique latine, discriminatoire, c'est-à-dire élitiste, raciste et sexiste. De fait, seuls les enfants de la classe riche avaient accès à l'éducation et l'avenir d'un jeune d'origine africaine se résumait à peu de chose. Depuis la révolution, le peuple cubain a décidé d'en faire une priorité. L'analphabétisme a été, à toute fin pratique, éliminé et ce, même dans les régions éloignées des grands centres urbains. Malgré les difficultés économiques rencontrées, le gouvernement et le peuple ont décidé de maintenir la priorité de l'éducation. Le mot d'ordre demeure solidarité afin d'éviter la fermeture des écoles et ainsi sauvegarder cette richesse collective.

### *Les organisations communautaires*

L'éducation à Cuba est aujourd'hui omniprésente que ce soit en région ou en ville, dans les écoles ou dans les organisations communautaires. Lors de notre stage à Cuba, nous avons eu l'occasion de visiter plusieurs organisations où l'éducation est au cœur des activités.

Le centre communautaire *Projecto comunitario Pogolitté*, situé dans le quartier ouvrier CUMA, a comme objectif premier de développer une culture participative et non dépendante où chaque individu devient l'instrument du changement. Plusieurs ateliers sur différents thèmes ont été mis sur pied, dont l'assainissement du quartier, le développement socioculturel, le développement de la municipalité, l'éducation environnante-mentale, la prévention et l'assistance sociale, la création d'espaces verts, etc. Les citoyens ont accès à l'éducation populaire par l'entremise du centre communautaire financé en partie par le centre Martin Luther King. On organise plusieurs projets, ateliers, activités et conférences sur différents sujets et on appuie plusieurs groupes dont le Mouvement sans terre au Brésil et le mouvement contre la ZLEA.

### *École latino-américaine de médecine*

L'École latino-américaine de médecine (ELAM) forme actuellement 7 000 étudiants provenant de 24 pays pauvres, même des États-Unis ! La formation et les manuels sont gratuits et les étudiants reçoivent de l'argent de poche. Les critères

de sélection sont les suivants : les jeunes doivent avoir entre 18 et 25 ans, être sans ressource financière, provenir des régions les plus affectées par la misère, ne pas avoir de problème de drogue ou d'alcool et être en bonne condition physique. Suite à la formation, les jeunes doivent retourner dans leur pays pour pratiquer la médecine.

En somme, l'éducation à Cuba est centrée sur le jeune non pas sur les impératifs du marché du travail; les jeunes peuvent choisir une profession en fonction de leurs intérêts et ainsi avoir un travail qui leur permettra de se réaliser pleinement. Cette façon de faire est porteuse d'une grande richesse collective car elle amène les jeunes hommes et femmes à être autonomes, responsables et engagés. C'est un modèle à suivre car il ne fait pas de l'éducation une marchandise et surtout pas un privilège mais bien un droit pour les citoyennes et citoyens sans distinction de sexe ou de couleur.

*Caroline Dubé,  
membre individuelle*

« Ni pain sans liberté, ni liberté sans pain »

Fidel Castro, avril 1959

Visite  
« au bunker »  
du PCC

J'AVAIS 16 ANS QUAND L'IDÉE GAUCHISTE NOUS VINT, MON AMI CHRISTIAN ET MOI, DE DEMANDER UN VISA ET UN PERMIS DE TRAVAIL POUR ALLER « RÉVOLUTIONNER » À CUBA. LE CONSULAT CUBAIN N' A JAMAIS RÉPONDU À NOTRE LETTRE...



Trente ans plus tard, me voilà assis à côté de M<sup>me</sup> Georgina Chabau Montalvo, directrice du Département des relations internationales, section des Amériques, du Comité central du Parti communiste cubain (PCC). Grande femme au visage intelligent, dont le discours est clair et des plus articulés, elle s'occupe principalement des États-Unis et de Porto Rico. Dans une salle de conférence immense, elle nous informe que son département est néanmoins petit et ne regroupe que quatre personnes. Il faut dire que n'entre pas qui veut au Parti communiste cubain (PCC). Pas seulement physiquement... (précisons que Fidel Castro était supposément dans la bâtisse du PCC lors de notre visite et qu'il fallait montrer patte blanche... bien que certains aient dû aller les cacher. Interdiction de porter des shorts dans ce bâtiment !)

En effet, pour être membre du PCC, le citoyen cubain doit jouir d'une réputation exemplaire et avoir démontré à ses voisins et à ses collègues travailleurs qu'il mérite d'en faire partie. Les membres du PCC sont donc choisis de façon parcimonieuse et se doivent d'être des modèles pour la population. Sur 11,2 millions d'habitants, seulement 860 000 sont membres du PCC. Lorsqu'ils sélectionnent des candidats, les dirigeants du PCC s'assurent de l'intégrité et de la valeur des futurs membres du Parti.

Ces personnes sont surtout recrutées dans les Comités de défense de la révolution

(CDR) qui se retrouvent partout à Cuba. Plus de 6,5 millions de Cubains en font partie. Ces comités sont l'âme du PCC et permettent à celui-ci d'être à la fine pointe de toute activité révolutionnaire ou contre-révolutionnaire. Le Parti tient un congrès aux cinq ans. C'est le congrès qui décide des statuts, des programmes, de la stratégie et qui élit les vingt-quatre membres du Bureau politique.

C'est au Bureau politique du PCC que les grandes orientations du gouvernement cubain sont élaborées pour être soumises à la consultation. Ces dirigeants sont en lien direct avec le Président et le Conseil des ministres mais également avec les conseils provinciaux et municipaux. Ainsi, lors de la « période spéciale », l'ensemble des mesures prises à la suite de la perte de plus de 35 % du PIB ont fait l'objet d'immenses consultations populaires pour vérifier l'adhésion aux principes mis de l'avant par le Parti. Ce furent des choix déchirants pour tous les Cubains. Encore aujourd'hui peut-on ressentir les effets de ces décisions.

À la question « dans un contexte de globalisation, qu'est-ce qui permet à Cuba d'espérer la survie du socialisme cubain alors que les autres pays socialistes ont échoué ? » M<sup>me</sup> Georgina Chabau Montalvo nous a longuement expliqué les efforts collectifs mis de l'avant pour assurer la survie du peuple cubain et le maintien de sa révolution et de son indépendance. Des mesures draconiennes ont été mises en place. Mais également des mesu-

res sociales comme celle qui assure gratuitement du lait aux enfants jusqu'à l'âge de sept ans. C'est là que notre interprète, elle-même mère d'une fillette de huit ans, se mit à pleurer car, comme toutes les Cubaines, elle a vécu ces épreuves. Nous avons compris, à ce moment-là, tous les efforts déployés par l'ensemble des Cubaines et des Cubains pour réussir à passer au travers de cette crise sans précédent. C'est cette solidarité et cette unité qui font croire à M<sup>me</sup> Montalvo et à ses camarades que le socialisme cubain survivra, alors que les autres pays communistes ont lamentablement échoué. Les leaders cubains sont connus du peuple et le peuple a son mot à dire sur les orientations du gouvernement, ce qui n'était pas le cas des autres pays communistes, aux dires de M<sup>me</sup> Montalvo.

À leur avantage, nous devons dire que tous les dirigeants cubains nous ont toujours indiqué qu'ils n'étaient pas parfaits, que le système était loin d'être idyllique et qu'ils sont très conscients des lacunes du système actuel. La critique et l'autocritique font partie des instruments utilisés pour évaluer leur régime.

Il ne nous reste qu'à souhaiter que les Cubains puissent encore manger à leur faim car sans pain, pas de liberté...

Paul Castonguay,  
Syndicat des conseillers et conseillères  
de la CSQ

# La solidarité cubaine, plus qu'une légende !

À CUBA, LA SOLIDARITÉ EST NATURELLE. IL FAUT VOIR AVEC LES YEUX DES CUBAINS ET DANS LE RESPECT DES CULTURES, COMMENT LES ORGANISATIONS DE TOUTES SORTES ET LE PEUPLE CUBAIN VIVENT CETTE SOLIDARITÉ. QUE CE SOIT AU TRAVAIL, PAR LE TRUCHEMENT DU SYNDICAT ET DES COLLÈGUES DE TRAVAIL OU DANS LA VIE DE TOUS LES JOURS, PAR LES AGISSEMENTS D'UN VOISIN OU D'UN PARENT, LES CUBAINS ONT UN SENS DE L'APPARTENANCE TELLEMENT FORT QUE, DE LA NAISSANCE À LA MORT, PERSONNE N'EST LAISSÉ À LUI-MÊME. PRÉSERVER À TOUT PRIX DES ACQUIS COMME LA SANTÉ, LES SERVICES SOCIAUX ET L'ÉDUCATION FAIT PARTIE DE LEURS PRÉOCCUPATIONS ET GÉNÈRE L'ENTRAIDE. UNE DEVISE SOLIDAIRE GUIDE LES CUBAINS : « SI TU SAIS, ENSEIGNE; SI TU NE SAIS PAS, APPRENDS. »<sup>1</sup>

## Les différentes influences de la solidarité à travers les temps

### L'influence de José Martí

José Martí a toujours été considéré comme un héros, mais c'est en 1959 que Cuba lui a redonné les honneurs qu'il méritait en faisant comprendre aux enfants et aux travailleurs combien il était proche d'eux, rappelant à la mémoire des Cubains son côté humain et sensible. Il a consacré toutes ses forces à unir les différentes classes sociales qui avaient pour objectif la libération nationale. Il était avant-gardiste au plan des idées et ses discours vibrants et unificateurs devaient servir de ralliement non seulement aux révolutionnaires de son époque, mais aussi aux générations futures.

### L'influence du Che

La présence et l'exemple du Che sont palpables partout à Cuba, tant dans les établissements de santé, où il est souvent représenté, que dans les écoles, où il est une source d'inspiration pour les élèves qui rêvent de suivre son exemple de bonté et d'audace, de volonté ferme et d'idéaux à poursuivre. Quand un enfant dit qu'il veut être comme lui, cela a un sens. D'ailleurs le Mémorial Ernesto Che Guevara, situé à Santa Clara, où le Che repose à jamais, témoigne de l'importance et de l'influence qu'il a eues et a toujours dans le cœur des hommes et des femmes de Cuba. Et que dire de Fidel, qui ne manque pas d'éloges à l'égard du Che, rappelant qu'il est indispensable que des hommes et des femmes voient en lui un modèle à imiter.

### Solidaires pendant la période spéciale

Depuis la « période spéciale », la vie à Cuba

est simple et chacun a conscience de la pauvreté dans laquelle il vit. Cependant, le droit à l'alimentation de base, le libre accès à l'éducation et au système de santé font en sorte qu'une certaine égalité existe pour tous. Malgré un embargo qui dure depuis près de 45 ans, c'est ensemble que les Cubains inventent des façons de faire leur permettant de résoudre les difficultés auxquelles ils font face. Ils partagent dans la joie comme dans les situations difficiles. Il faut voir le sourire des jeunes et des aînés pour découvrir combien ils sont sensibles aux attentions qui leurs sont réservées.

Le soutien moral prime sur l'aide matérielle. Bien que comme nous, les Cubains soient confrontés à la mondialisation, l'être humain demeure le centre d'intérêt de ce peuple. Or, malgré des conditions difficiles engendrées par le blocus étasunien et la perte du soutien de la part du camp socialiste lors de son effondrement, Cuba résiste et poursuit l'édification du socialisme pour que personne ne se retrouve sans protection sociale.

Comme le système socialiste ne peut résoudre tous les problèmes, les Cubains doivent développer des conditions de vie et de travail leur permettant de continuer de vivre dans une unité à toute épreuve. Aussi, comme près de 9 % des personnes âgées vivent seules, divers organismes ont mis en place des services d'aide spécialement pour elles : lavage des vêtements, nettoyage des logements, préparation des repas en coordination avec des restaurants d'entreprise et autres. Ce programme d'assistance aux aînés concrétise la solidarité cubaine.

Comme autre exemple de solidarité, men-

tionnons le travail volontaire du dimanche illustré par les brigades de construction, les corvées de nettoyage d'un quartier ou d'une rue, etc.

Cette solidarité se traduit par une aide sociale qui est un droit pour le peuple. Les lois sont d'ailleurs faites de façon à protéger l'être humain. Les bénéficiaires de cette aide sont des citoyens ou des familles n'ayant pas suffisamment de revenus, entre autres :

- Les personnes âgées qui ont besoin d'aides spéciales;
- Les mères qui ont besoin de prendre un congé sans solde ou qui ont besoin de plus pour faire face aux besoins de leurs enfants;
- Les proches qui étaient à la charge d'un travailleur ou d'un retraité décédé et qui ne figurent pas sur les listes des ayants droit dans les cas de décès établis par la loi;
- Les travailleurs en congé de maladie ou en accident du travail qui doivent suivre des traitements très longs;
- Les personnes qui ont un besoin urgent d'aide sociale.

Ces prestations peuvent être fournies en services, en biens ou en espèces. Cela peut se traduire par l'accueil d'une personne dans un foyer approprié à sa situation. Cela peut aussi être la prise en charge dans des foyers de transit proches de personnes devant aller en consultation médicale ou s'astreindre à des hospitalisations prolongées en dehors de leur lieu de résidence.

Dans le cas où une aide en espèce serait constante et non temporaire, elle est conçue pour couvrir les dépenses d'alimentation et autres dépenses fixes, comme l'électricité et le gaz.

Par ailleurs, tous n'ont pas de véhicule automobile et parfois les déplacements sont difficiles. Malgré la formule de transport en commun, appelée « le chameau » par les habitants de l'île, il n'est pas rare de voir des personnes offrir à des mères et leurs enfants, une place à bord de leur véhicule afin de leur éviter une longue attente ou l'entassement du service public. Que l'on appelle cela de l'entraide ou de la solidarité, le résultat est bénéfique et se traduit par un sourire.

### *La solidarité des peuples du monde envers Cuba*

Malgré les pressions très fortes des États-Unis sur Cuba, seule la solidarité des insulaires leur permet de tenir tête à cette puissance économique et de surmonter les effets du blocus. Parmi les choix qui s'offrent à Cuba, soit renoncer à leur pays, soit maintenir leur projet en faisant des sacrifices énormes, le peuple fait confiance au système socialiste actuel et continue de se battre.

Des peuples ont démontré leur solidarité avec Cuba en créant des associations d'appui à ce pays, lesquelles, entre autres, dénoncent les politiques hostiles de Washington à l'égard de Cuba. Aussi, des rencontres internationales (conférence, festival) se sont organisées à Cuba et des délégués de différents pays y ont participé. Voilà quelques façons d'exprimer sa solidarité avec Cuba, son appui à la révolution cubaine qui, du reste, se manifestent de bien des manières, non seulement à Cuba, mais aussi dans divers coins du monde.

*Lucie Grandmont,  
Syndicat de la fonction publique du Québec  
(SFPQ)*

*Christian Martel,  
Syndicat des travailleurs et travailleuses  
des postes (STTP) (FTQ)*

<sup>1</sup> Carmen R. Alfonso Hernandez. *100 questions réponses sur Cuba*, Cuba, 2002, p. 108.



GRAND-MÈRE ET PETIT-FILS DANSENT LA RUMBA

# Nos solidarités

- INFORMER LES MEMBRES DES ORGANISATIONS SYNDICALES DE LA SITUATION À CUBA AFIN D'ARRIVER À UNE MEILLEURE COMPRÉHENSION DE LA RÉALITÉ CUBAINE.
- ÉCRIRE DES ARTICLES DANS DIFFÉRENTS MÉDIAS : JOURNAUX SYNDICAUX, PUBLICATIONS POPULAIRES ET COMMUNAUTAIRES.
- PRÉSENTER LE RAPPORT DE STAGE DANS DIFFÉRENTES INSTANCES SYNDICALES, ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU CISO, RADIOS COMMUNAUTAIRES, RENCONTRES DE RETRAITÉS, ETC.
- CONTINUER À ÉCHANGER AVEC LA CENTRALE DES TRAVAILLEURS CUBAINS (CTC).
- PROMOUVOIR À L'INTÉRIEUR DE NOS ORGANISATIONS DES ACTIONS DE COOPÉRATION AVEC DIFFÉRENTS SYNDICATS DE LA CTC.

DE GAUCHE À DROITE

1<sup>ÈRE</sup> RANGÉE :

CAROLINE DUBÉ,

MEMBRE INDIVIDUELLE,

MICHELINE JALBERT, CISO

JOANNE NORCHET, CSQ,

MICHELLE BOISCLAIR, FIIQ ;

2<sup>E</sup> RANGÉE :

MANUEL MONTERO BISTILLEIRO,

CTC, HUGUES ST-PIERRE, FEC-

CSQ, CHRISTIAN MARTEL, STTP-

FTQ, LUCIE GRANDMONT, SFPQ,

LYNE BERGERON, SFPQ,

CHANTALE CHARTIER,

MEMBRE INDIVIDUELLE ;

3<sup>E</sup> RANGÉE :

JACQUES BOISCLAIR, SECJL-CSN,

JEAN LAPOINTE, MÉTALLO-FTQ,

PAUL CASTONGUAY, SCC,

MICHELINE JOURDAIN, CISO,

DANIEL DESGAGNÉ, SFPQ



*Solidarité est une publication du Centre international de solidarité ouvrière*

565 Crémazie Est, bureau 3500, Montréal QC H2M 2V6

Tél. : (514) 383-2266 • Téléc. : (514) 383-1143 • Courriel : [ciso@ciso.qc.ca](mailto:ciso@ciso.qc.ca) • Site web : [www.ciso.qc.ca](http://www.ciso.qc.ca)

Coordination : Micheline Jalbert • Révision des textes : Micheline Jalbert, Chantale Chartier • Photos : les stagiaires •

Infographisme : Louise Gravel • Impression : Maurice Séguin

DÉPÔT LÉGAL : BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DU QUÉBEC • CE STAGE A ÉTÉ RENDU POSSIBLE GRÂCE À UNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE DE L'AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL (ACDI)